



DÉCLARATION RELATIVE A LA CONFIDENTIALITÉ DU MÉMOIRE DANS LE CADRE DU MASTER OF ARTS EN POLITIQUE ET MANAGEMENT PUBLICS

Les organisations/institutions/personnes qui acceptent de fournir les informations nécessaires à la rédaction d'un mémoire le font en toute liberté. Ce faisant, elles témoignent de la grande confiance qu'elles ont dans la **discrétion absolue des étudiant·e·s et de l'Université**.

Pour éviter tout malentendu, il est rappelé aux candidat·e·s que :

1. Les propositions et conclusions de leur travail n'engagent que leur **propre responsabilité et en aucun cas celle de l'Université** ou de ses organes; cette mention doit en être faite sur la page de garde.
2. Le texte ne doit être **diffusé** par un procédé quelconque **sans autorisation expresse de l'organisation/institution**. Si cette autorisation a été formellement donnée, la publication du mémoire reste néanmoins soumise à l'accord préalable du professeur, directeur de mémoire, pour ce qui concerne les aspects scientifiques et/ou didactiques du travail.
3. Au cas où il serait fait un usage professionnel et/ou commercial de tout ou partie du mémoire, la **propriété intellectuelle** du travail revient à **l'organisation/institution**; les droits de l'Université et de ses représentants restent néanmoins réservés.
4. **L'étudiant·e est lié·e à l'organisation/institution par le secret de fonction**, les renseignements, qui lui sont communiqués ainsi que toute information concernant directement ou indirectement l'activité de l'organisation, étant considérés comme strictement confidentiels, sauf déclaration expresse contraire de la direction de l'organisation.

L'étudiant·e est rendu·e attentif·ive à l'article 321 du Code pénal suisse :

L'article 321 al. 1 stipule en substance que *"ceux qui auront révélé un secret dont ils avaient eu connaissance à l'occasion de leurs études, seront, sur plainte, punis de l'emprisonnement ou de l'amende. La révélation demeure punissable alors même que le détenteur du secret a achevé ses études"*.

Viennent s'ajouter les dispositions de la **Loi sur la protection des données (LPD)**, en particulier **l'article 35** réprimant la violation du devoir de discrétion. Le but de la LPD est de protéger la personnalité et les droits fondamentaux en conférant aux individus et aux personnes morales le droit de savoir si des informations les concernant sont traitées par des tiers, organes fédéraux ou personnes privées, et le cas échéant s'y opposer.

5. L'/Les enseignant(e/es) chargé(e/s) de diriger et/ou évaluer le travail est/sont lié(e)s par le secret de fonction.



UNIL | Université de Lausanne
IDHEAP
Quartier Mouline
CH-1015 Lausanne

Coordonnées de l'étudiant·e

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____

N° d'étudiant·e : _____

Signature de l'étudiant·e : _____

Date : _____

Lieu : _____

Coordonnées du délégué·e du Master

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

E-mail : _____

Signature du professeur : _____

Date : _____

Lieu : _____



UNIL | Université de Lausanne
IDHEAP
Quartier Mouline
CH-1015 Lausanne

6. Autorisation de publication du mémoire

L'organisation/l'institution se prononce en cochant l'une des options suivantes

- Le mémoire pourra être publié intégralement (par exemple : surinternet)
- Le mémoire devra rester confidentiel

Coordonnées de l'organisation/ institution

Nom : _____

Nom du tuteur : _____

Prénom : _____

Titre : _____

Fonction : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

E-mail/Website : _____

Bon pour accord de l'organisation / institution :

Signature du représentant légal de l'organisation :

Date :

Lieu :